



CHAPITRE 63

Loi modifiant la charte de la cité de
Québec

[Sanctionnée le 23 janvier 1952]

CHAPTER 63

An Act to amend the charter of the city
of Quebec

[Assented to, the 23rd of January, 1952]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts
autorisés.

1. La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes, subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec et des électeurs propriétaires, suivant la loi:

a) Deux cent mille dollars pour la construction de pavages permanents;

b) Cent mille dollars pour la réfection de la couche de surface des pavages;

c) Vingt-cinq mille dollars pour la préparation d'un plan d'urbanisme dans la cité;

d) Trois cent mille dollars pour acquérir et aménager des terrains de stationnement.

Preamble.

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended, and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loans au-
thorized.

1. The city of Quebec is authorized to borrow the following sums, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the electors who are property-owners, according to law:

a. two hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;

b. one hundred thousand dollars for resurfacing pavements;

c. twenty-five thousand dollars to prepare a town-planning scheme in the city;

d. three hundred thousand dollars to purchase and lay out parking grounds.

Emprunt
pour inci-
nérateur.

2. La cité est autorisée, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec et des électeurs propriétaires, suivant la loi, à emprunter une somme n'excédant pas sept cent soixante-cinq mille dollars pour la construction d'un incinérateur.

2. The city is authorized, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the electors who are property-owners, according to law, to borrow a sum not exceeding seven hundred and sixty-five thousand dollars for the construction of an incinerator.

Loan for
incinera-
tor.

1929,
c. 95,
s. 162c,
rempl.

3. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en remplaçant l'article 162c, édicté par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, par le suivant:

3. The act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing section 162c, enacted by section 7 of the act 14-15 George VI, chapter 70, by the following:

1929,
c. 95,
s. 162c,
replaced.

Pension.

"162c. Lors de la mise à la pension, à l'âge de 65 ans, d'un employé nommé permanent avant le premier avril 1941 et ayant droit de bénéficier du fonds de pension des employés permanents de la cité, ou avant cet âge, lorsqu'il a établi à la satisfaction de la cité qu'il n'est plus en mesure de remplir ses devoirs pour cause d'incapacité physique ou mentale, la cité devra lui payer une pension annuelle, sa vie durant, calculée de la manière suivante:

"162c. At the time of placing on pension at the age of 65 years of an employee permanently appointed before the first of April 1941 and entitled to benefit from the pension fund of permanent employees of the city, or before that age, when he has established to the satisfaction of the city that he is no longer in a position to fulfill his duties because of physical or mental incapacity, the City shall pay to him an annual pension, during his lifetime, computed in the following manner:

Pension.

Calcul.

1° Un pourcentage de deux et demi pour cent du salaire moyen de ses cinq dernières années de service, multiplié par le nombre d'années de service, pendant lesquelles il a contribué au fonds de pension, moins la pension qui lui est garantie pour dix ans par les contrats conclus par la cité en vertu des articles 7 et 8 de la loi 5 George VI, chapitre 72. La pension totale ainsi établie ne devra pas excéder les deux tiers dudit salaire moyen des cinq dernières années de service. Aucune pension supplémentaire ne sera payée si l'employé bénéficie en vertu desdits contrats d'une pension égale au moins aux deux tiers du salaire moyen de ses cinq dernières années de service.

1. A percentage of two and a half per cent of the average salary of his five last years of service multiplied by the number of years of service during which he has contributed to the pension fund, less the pension which is guaranteed to him for ten years by the contracts entered into by the City in virtue of sections 7 and 8 of the act 5 George VI, chapter 72. The total pension thus established shall not exceed two-thirds of the said average salary of the five last years of service. No supplementary pension shall be paid if the employee benefits under the said contracts from an equal pension of at least two-thirds of the average salary of his five last years of service.

Compu-
tation.

Veuve,
etc.

Si un pensionnaire décède avant d'avoir bénéficié de ladite pension pendant dix ans, la veuve ou les enfants mineurs, selon le cas, auront droit à la moitié de la pension ci-dessus établie

If a pensioner dies before having benefited from the said pension during ten years, the widow or the minor children, as the case may be, shall be entitled to half the pension hereinabove estab-

Widow,
etc.

jusqu'à l'expiration des dix années de sa mise à la pension.

Idem.

2° Si un tel employé permanent décède avant l'âge de la retraite, sa veuve ou, si elle a prédécédé son mari, ses enfants mineurs recevront la moitié de la pension à laquelle il aurait droit s'il avait pris sa retraite à l'âge de son décès et cela pendant une période ne devant pas dépasser dix ans du décès de l'employé et se terminant avec la mort de la veuve ou la majorité des enfants, selon le cas; si sa veuve lui a survécu mais décède dans les dix années qui suivent sa mort, les enfants de l'employé auront alors droit à la moitié de la pension jusqu'à l'expiration des dix années suivant le décès de l'employé, tant qu'ils seront mineurs.

Pension facultative.

3° Si tel employé fait le choix d'une pension facultative tel que prévu aux contrats ci-dessus mentionnés, il n'aura néanmoins droit, en vertu de la présente loi, qu'à l'excédent de la pension ci-dessus établie sur la pension qui lui est garantie pour dix ans par lesdits contrats.

Paiement.

4° Ce surplus de pension sera payé à même les fonds généraux de la cité et les prévisions budgétaires annuelles devront comporter un montant suffisant au paiement dudit surplus de pension.

Surplus.

5° Ledit surplus de pension sera inces-sible et insaisissable.

Pas d'ar-rérés.

6° Les pensions prévues au présent article ne pourront être que pour les années budgétaires commencées le ou après le 1er mai 1951, et aucun pension-naire ou bénéficiaire ne pourra récla-mer le paiement d'arriérés pour les périodes antérieures."

1929,
c. 95,
a. 216,
remp.

4. L'article 216 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 50, et par l'article 13 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

lished until the expiration of ten years from his being placed on pension.

Idem.

2. If such permanent employee dies before the age of retirement, his widow or, if she has predeceased her husband, his minor children shall receive half of the pension to which he would have been entitled if he had retired at the age of his death and that for a period not to exceed ten years from the death of the employee and ending after the death of the widow or the majority of the children as the case may be; if his widow survived him but died within the ten years following his death, the children of the employee shall be entitled to half of the pension until the expiration of the ten years following the death of the employee as long as they are minors.

Optional pension.

3. If such employee chooses an optional pension such as provided for in the contracts above mentioned, he shall nevertheless only be entitled under this act, to the surplus of the pension above established, on the pension which is guaranteed to him for ten years by the said contracts.

Payment.

4. This surplus pension shall be paid out of the general funds of the City and the annual budgetary provisions shall carry an amount sufficient for the payment of the said surplus pension.

Surplus.

5. The said surplus pension shall be inalienable and unseizable.

No arrears.

6. The pensions contemplated in this section shall be only for the fiscal years commenced the or after the first of May, 1951, and no pensioner or beneficiary may claim the payment of arrears for the preceding periods."

4. Section 216 of the act 19 George 1929, V, chapter 95, replaced by section 7 of the act 7 George VI, chapter 50, and by section 13 of the act 9 George VI, chapter 71, is again replaced by the following:

Avis que
le rôle a
été com-
plété.

"216. a) Aussitôt que les cotiseurs ont complété le rôle d'évaluation des immeubles, le rôle d'évaluation des taxes personnelles et d'affaires ou de toutes autres taxes, le trésorier de la cité donnera, chaque jour juridique, pendant trois semaines consécutives, dans un journal français et dans un journal anglais de la cité, un avis public annonçant que ces rôles ont été complétés. L'omission par les journaux de publier cet avis chaque jour juridique n'entraînera pas l'obligation de donner un nouvel avis pendant trois semaines. Toutefois, la date d'expiration de la période de publication sera prolongée d'un nombre de jours égal à celui pendant lesquels l'avis n'aura pas été publié. A l'expiration de cette période, chacun des cotiseurs transmettra au trésorier de la cité le rôle du quartier dont il a la charge, dûment certifié sous serment, et dès lors, ces rôles excepté dans le cas où il y a appel, deviennent obligatoires à l'égard de toutes personnes qui y sont nommées ou imposées pour les montants fixés sur lesdits rôles respectivement, et demeurant en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau ou de nouveaux rôles aient été complétés et mis en vigueur suivant les dispositions de cette charte.

Plaintes.

Toute personne qui se croit lésée par quelque entrée faite dans les rôles susdits doit en porter plainte devant le Bureau de revision de la cité, par écrit, et sous serment. Cette plainte écrite doit être déposée, durant la période susdite, au Bureau de revision, et le secrétaire de ce Bureau doit donner aux intéressés à leur dernière adresse connue un avis des jours et heures où ils seront entendus.

Montant
non con-
testé
établi
par le
trésorier.

b) Dans le cas où une plainte a été faite, et que, lors de la mise en vigueur de ces rôles, cette plainte n'a pas encore été décidée finalement, le trésorier de la cité établit le montant payable par les personnes intéressées sur la partie non contestée de l'évaluation ou de la taxe, et il en fait une entrée sous sa

"216. a. As soon as the assessors shall have completed the valuation roll of immoveables, and the valuation roll of personal and business or other taxes, the city treasurer shall publish every juridical day during three consecutive weeks, in a French and in an English newspaper of the city, a notice that such rolls have been completed. Omission by the newspapers to publish such notice every juridical day shall not make it necessary to give a new notice during three weeks; but the terminal date of the period of publication shall be extended by a number of days equal to that during which the notice was not published. At the expiration of such period each assessor shall transmit to the city treasurer the roll for the ward of which he has charge, duly certified under oath, and thereupon such rolls, except in the case of an appeal, shall become obligatory with respect to any person named or assessed therein for the sums stated in the said rolls respectively, and shall remain in force until a new roll or rolls have been completed and put into force, in accordance with the provisions of this charter.

Notice
of com-
pletion
of roll.

All persons considering themselves aggrieved by any entry, in the said rolls, shall file a complaint before the Board of Revision of the city, in writing, and under oath. Such complaint shall be filed during the aforesaid period with the Board of Revision, and the secretary of the said board shall give to the persons concerned at their last known address, notice of the days and hours when they will be heard.

Com-
plaints.

b. In the case of a complaint being made and when, at the time of the putting into force of such rolls, such complaint has not yet been finally decided, the city treasurer shall establish the amount payable by the interested persons on the uncontested portion of the valuation or of the tax, and shall make entry thereof

Interim
assess-
ment.

signature en regard du nom de telles personnes.

Dépôt
du rôle.

c) Aussitôt que le rôle d'imposition des taxes foncières sera complété, il devra être certifié par le chef de la cotisation et déposé au bureau du trésorier de la cité.

Erreurs.

d) Le trésorier de la cité pourra corriger toute erreur d'écriture sur les rôles précités."

1929,
c. 95,
a. 249a,
rempl.

5. L'article 249a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 13 de la loi 11 George VI, chapitre 78, et remplacé par l'article 11 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, est de nouveau remplacé par le suivant:

Licences
de taxi.

"249a. La cité est autorisée à renouveler entre le premier et le trente avril de chaque année les licences émises en faveur des propriétaires de taxis.

Limite.

La cité de Québec ne pourra pas limiter le nombre de taxis à un chiffre supérieur à trois cent soixante-quinze.

Résidence
exigée.

Nonobstant toute loi à ce contraire, elle ne pourra émettre de telles licences aux personnes qui ne résident pas dans son territoire.

Au cas
d'annexion.

Si la cité de Québec annexe le territoire de la ville de Québec-Ouest, le nombre de taxis ne pourra être limité à un chiffre supérieur à quatre cents."

1929,
c. 95,
a. 303,
rempl.

6. L'article 303 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 18 de la loi 9 George VI, chapitre 71, par l'article 14 de la loi 11 George VI, chapitre 78, par l'article 22 de la loi 12 George VI, chapitre 51, et par l'article 15 de la loi 14 George VI, chapitre 77, est de nouveau remplacé par le suivant:

Dépenses
autori-
sées.

"303. A l'occasion de réjouissances publiques, de démonstrations d'un caractère public et populaire, de réceptions faites à des corps étrangers ou à des personnages distingués, pour assurer

over his signature, opposite the name of the complainant.

c. The real estate tax roll, as soon as completed, shall be certified by the chief assessor and deposited in the office of the city treasurer.

d. The city treasurer may correct any clerical errors on the above-mentioned rolls."

5. Section 249a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 13 of the act 11 George VI, chapter 78, and replaced by section 11 of the act 14-15 George VI, chapter 70, is again replaced by the following:

"249a. The city is authorized to re-Licenses
new between the 1st and the 30th of for taxis.
April of each year the licenses issued in
favour of owners of taxis.

The city of Quebec cannot limit the Limit.
number of taxis to more than three hun-
dred and seventy-five.

Notwithstanding any law to the con- Residence
trary, it shall not issue such licenses to required.
persons not residing in its territory.

If the city of Quebec annexes the teri- In case of
tory of the town of Quebec-West, the annexa-
number of taxis cannot be limited to more tion.
than four hundred."

6. Section 303 of the act 19 George V, 1929,
chapter 95, replaced by section 18 of the c. 95,
act 9 George VI, chapter 71, by section a. 303,
14 of the act 11 George VI, chapter 78, replaced.
by section 22 of the act 12 George VI,
chapter 51 and by section 15 of the act
14 George VI, chapter 77, is again re-
placed by the following:

"303. On the occasion of public re- Expendi-
joicings, of demonstrations of a public ture au-
and popular character, of receptions to thorized.
foreign public bodies or distinguished per-
sonages, for the purpose of providing

des concerts sur les places publiques de la cité, pour accorder des secours dans le cas d'incendie ou d'autres grandes calamités, pour favoriser le tourisme, la tenue de congrès et conventions dans la cité, ou pour des œuvres charitables notoires, il sera loisible au conseil, sur recommandation du Comité administratif à cette fin, de voter ou d'autoriser la dépense d'une somme n'excédant pas soixante mille dollars dans le cours de chaque année fiscale.

Exposition.

La cité est autorisée à voter une somme n'excédant pas dix mille dollars pour la tenue d'une exposition agricole ou industrielle dans ou près de ses limites.

Office du tourisme.

La cité est autorisée à organiser un Office du tourisme et de l'industrie et à voter à cette fin dans son budget annuel les sommes qu'elle croira nécessaires, mais qui ne devront pas dépasser soixante et quinze mille dollars chaque année."

1929,
c. 95,
a. 312a,
aj.

7. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 312 le suivant:

Oeuvre
des ter-
rains de
jeu.

"312a. La cité est autorisée à voter chaque année un montant n'excédant pas soixante mille dollars pour l'Oeuvre des terrains de jeux dans les limites de son territoire."

1929,
c. 95,
a. 336,
mod.

8. L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95 est modifié :

a) En remplaçant le paragraphe 154, remplacé par l'article 20 de la loi 9 George VI, chapitre 71, par le suivant:

Enlève-
ment de la
neige, etc.

"154. Pour décréter que la cité se chargera, pendant l'hiver, de l'entretien des rues ou de quelques-unes d'entre elles ou de certaines parties desdites rues, ainsi que des trottoirs; pour obliger les personnes tenues à l'entretien des rues et trottoirs pendant l'hiver à rembourser à la cité le coût des travaux d'entretien par elle faits, déduction faite de ce qui doit être payé par The Quebec Railway, Light & Power Company, ou

for public concerts in the public squares of the city, for granting relief in cases of fire or other great calamities, to encourage tourist traffic and the holding of congresses and conventions in the city, or for well known charitable works, it is lawful for the council, on a recommendation to that effect by the administrative committee, to vote or authorize the expenditure of an amount not exceeding sixty thousand dollars in any fiscal year.

The city is authorized to vote a sum not exceeding ten thousand dollars for the holding of an agricultural or industrial exhibition within or near the city limits.

The city is authorized to organize a Tourist and Industry Bureau and to vote for such purpose in its annual budget such sums as it deems necessary, but which shall not exceed seventy-five thousand dollars each year."

7. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 312, the following:

"312a. The city is authorized to vote each year an amount not exceeding sixty thousand dollars for work on playgrounds within its territorial limits."

8. Section 336 of the act 19 George V, chapter 95 is amended:

a. by replacing paragraph 154, replaced by section 20 of the act 9 George VI, chapter 71, by the following:

"154. To declare that the city shall undertake, in winter, the upkeep of its streets or of some streets or of certain parts of the said streets, as well as of the sidewalks; to compel the persons obliged to maintain streets and sidewalks in winter to repay to the city the cost of the maintenance work done by the city, after deducting what has to be paid by the Quebec Railway, Light & Power Company or any other public utility

par toutes autres compagnies d'utilités publiques, dans les rues traversées par les voitures de cette compagnie et pour régler le mode de recouvrement et de perception des dépenses faites par la cité à cette fin; et, en attendant le recouvrement, la cité est autorisée à emprunter, par bons du trésor, les montants dont elle aura besoin.

companies on such streets as are traversed by such company's vehicles and to regulate the manner of recovering and collecting the expense incurred by the city for that object; and, while awaiting recovery, the city is authorized to borrow by means of treasury bonds the amounts it may need.

Service. La cité est autorisée à établir par règlement le genre de service qu'elle jugera approprié dans chaque cas.

The city is authorized to establish by Service. by-law the kind of service it deems suitable in each case.

Coût. Le coût de tel entretien pourra être réparti entre les propriétaires riverains de toutes rues, groupes de rues ou zones suivant la longueur de leurs propriétés.

The cost of such upkeep may be ap- Cost. portioned between the bordering property-owners of any streets, groups of streets or zones according to the length of their properties.

Répartition. Si le service est municipalisé dans toute la cité, le conseil devra répartir uniformément le coût dudit service en chargeant le même taux dans toute la cité, et en prenant comme base l'évaluation des propriétés immobilières, comprenant les terrains et les bâtisses, ou sur la base de l'évaluation des terrains seulement.

If such service is municipalized Appor- throughout the city, the council must tionment. apportion the cost of the said service uniformly by charging the same rate throughout the city by taking as a basis the valuation of the immoveable properties including lands and buildings, or on the basis of the land value only.

Effet. La répartition du coût de ce service n'aura pas pour effet de lui conférer un caractère de taxe mais le coût sera calculé à un taux basé sur l'évaluation en vigueur durant l'exercice financier au cours duquel le compte deviendra dû et exigible.

The apportionment of the cost of Effect. such service shall not have the effect of enduing it with the character of a tax, but the cost shall be calculated at a rate based on the valuation in force during the fiscal year in which the account becomes due and exigible.

Immeubles exemptés. Dans le cas des immeubles bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation d'évaluation ou de taxes, le taux ci-dessus s'appliquera sur la valeur réelle sans tenir compte de l'exemption ou de la commutation, excepté quant aux biens appartenant aux commissions scolaires catholiques et protestantes, aux hôpitaux, aux hospices et aux biens religieux, évêchés, églises et presbytères et propriétés des communautés religieuses, où le taux ne s'appliquera que sur l'évaluation des terrains.

In the case of immoveables benefitting Immove- by an exemption from or commutation ables exempted. of valuation or taxes, the aforesaid rate shall apply on the real value without regard to the exemption or commutation, except as to the property owned by Catholic and Protestant School Boards, hospitals, asylums and religious property, bishoprics, churches and rectories and property of religious communities where the rate shall apply on the valuation of lands only.

Privileège. Dans tous les cas, la créance de la cité sera privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

In all cases the city's claim shall be Privilege. privileged, ranking with municipal assessments or taxes.

Réserve. La cité est autorisée à inclure dans le coût de ces travaux d'entretien un certain montant en vue de créer un fonds de réserve pour stabiliser le coût du service.

**Applica-
tion.** Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux territoires annexés à la cité de Québec après l'adoption de la présente loi, à moins que le conseil ne le décrète par règlement ou résolution;"

b) En ajoutant après le paragraphe 199 édicté par l'article 67 de la loi 1 George VI, chapitre 102, les suivants:

**Comp-
teurs de
station-
nement.** "200. Pour décréter l'achat de comp-
teurs de stationnement et réglementer leur usage dans la cité;

**Affichage
du prix
des cham-
bres.** "201. Excepté dans les hôtels où des repas sont servis régulièrement, pour décréter et ordonner que tout propriétaire ou locataire d'une maison où on loue des chambres à la journée devra afficher, à l'intérieur de chaque chambre, un avis indiquant le prix de ladite chambre; pour défendre d'exiger un prix supérieur à celui indiqué dans ledit avis; pour interdire à tout propriétaire ou locataire d'une maison où on loue des chambres à la journée, de payer ou d'offrir de payer tous guides historiques, charretiers ou chauffeurs de taxi, ou toute personne qui conduiront des voyageurs dans de tels établissements."

1929,
c. 95,
a. 417a,
rempl.
9. L'article 417a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 6 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, et remplacé par l'article 18 de la loi 12 George VI, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

**Emprunt
pour
trottoirs.** "417a. La cité est autorisée à emprunter chaque année, un montant n'excédant pas cent mille dollars pour la construction des trottoirs permanents, ledit montant à être fixé par résolution du conseil, après approbation de la Commission municipale de Québec."

1929,
c. 95,
a. 418,
rempl.
10. L'article 418 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

The city is authorized to include in the cost of such maintenance work a sum to create a reserve fund to stabilize the cost of the service.

The provisions of this section shall not apply to territories annexed to the city of Quebec after the passing of this act, unless the council so orders by by-law or a resolution;"

b. by adding after paragraph 199, enacted by section 67 of the act 1 George VI, chapter 102, the following;

"200. To order the purchase of parking meters and regulate their use in the city;

"201. Except in hotels where meals are served regularly, to enact and order that any owner or lessee of a hotel or of a house where rooms are rented by the day shall post up, in each room, a notice indicating the price of the said room; to prohibit the exacting of a price higher than that indicated in the said notice; to prohibit any owner or lessee of a hotel or of a house where rooms are rented by the day, to pay or to offer to pay any historical guide, carter or taxi driver, or any person who brings travelers to such establishments."

9. Section 417a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 6 of the act 25-26 George V, chapter 111, and replaced by section 18 of the act 12, George VI, chapter 51, is again replaced by the following:

"417a. The city is authorized to borrow each year a sum not exceeding one hundred thousand dollars for the construction of permanent sidewalks, such sum to be determined by resolution of the council after approval by the Quebec Municipal Commission."

10. Section 418 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Chaîne de trottoir. **"418.** La chaîne de tout trottoir fait partie du trottoir et le conseil peut, par résolution, décréter et indiquer les rues dans lesquelles cette chaîne devra être en pierre ou en acier quelle que soit la composition du trottoir dans ces rues, et après résolution, l'ingénieur de la cité peut, en tout temps, exiger la pose de cette chaîne en pierre ou en acier à frais divisés entre la cité et le propriétaire.

Remboursement au propriétaire. Lorsqu'un propriétaire riverain aura offert à la cité de poser une chaîne de trottoir, en pierre ou en acier, et que l'ingénieur de la cité aura autorisé et accepté ce travail, la cité pourra rembourser audit propriétaire la moitié du coût de cette chaîne tout comme si elle avait elle-même décrété et autorisé les travaux par résolution du conseil."

1929,
c. 95,
a. 421,
remp.

11. L'article 421 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 21 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

Trottoirs.

"421. Sans préjudice des dispositions des articles 417, 418, 419 et 420 de la présente charte, le conseil peut, par résolution, déterminer et indiquer dans quelles rues ou parties de rues des trottoirs permanents seront construits, et, après cette résolution, l'ingénieur de la cité pourra, en tout temps, construire ou exiger la construction de ces trottoirs, à frais divisés entre la cité et le propriétaire dans la proportion déterminée par l'article 420."

1929,
c. 95,
a. 426,
remp.

12. L'article 426 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Part payable par propriétaire.

"426. Le propriétaire du terrain tenu au coût du trottoir, doit rembourser et payer, à demande, à la cité, sa part du coût de construction, à défaut de quoi la somme ainsi due peut être recouvrée par action devant la Cour du

"418. The curb of every sidewalk forms part of the said sidewalk; and the council may, by resolution to that effect, decree and indicate the streets in which such curb shall be of stone or of steel irrespective of the composition of the sidewalk in such streets, and after such resolution the city engineer may, at any time, require that such curb be laid in stone or in steel, the cost being divided between the city and the proprietors.

When a bordering proprietor has offered to the city to lay a sidewalk curb of stone or steel, and the city engineer has authorized and accepted such work, the city may repay the said proprietor one-half of the cost of such curb, as if the city itself had decreed and authorized the work by resolution of the council."

11. Section 421 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 21 of the act 9 George VI, chapter 71, is replaced again by the following:

"421. Without prejudice to the provisions of sections 417, 418, 419 and 420 of this charter, the council may, by resolution, determine and indicate in which streets or parts of streets permanent sidewalks are to be made, and after such resolution the city engineer may at any time make or require the making of such sidewalks, the cost to be divided between the city and the proprietor in the proportion determined by section 420."

12. Section 426 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

"426. The owner of land liable for the cost of the sidewalk shall repay to the city, on demand, his share of the cost of construction, in default whereof the amount so due may be recovered by suit before the Recorder's Court. Such

Part payable by owner.

recorder. Cette créance est privilégiée au même rang que les cotisations et taxes municipales."

claim shall have the same privilege as municipal assessments and taxes."

1929,
c. 95,
a. 426a,
remp.

13. L'article 426a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 70 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

13. Section 426a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 70 of the act 1 George VI, chapter 102, is replaced by the following:

Paiement
en trois
ans.

"**426a.** Chaque fois qu'un propriétaire sera tenu de rembourser à la cité une partie du coût d'un trottoir permanent construit en face de son immeuble, il pourra faire ce remboursement pendant une période de trois années, un tiers du montant payable chaque année avec intérêt."

"**426a.** Whenever a proprietor is obliged to reimburse to the city a part of the cost of a permanent sidewalk, built opposite his property, he may apportion such reimbursement over a period of three years, payable one-third annually with interest."

1929,
c. 95,
a. 427,
remp.

14. L'article 427 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

14. Section 427 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Place-
ment.

"**427.** Toutes les sommes remboursées ou payées à la cité par les propriétaires pour leur part du coût des trottoirs, seront placées au fonds d'amortissement créé pour le paiement des débentures ou obligations à leur échéance."

"**427.** All amount repaid to the city by the owners for their share of the cost of the sidewalks shall be placed in the sinking-fund established for the payment of the debentures or bonds at maturity."

1929,
c. 95,
a. 490a,
aj.

15. La loi 19 George V, chapitre 95 est modifiée en ajoutant après l'article 490 le suivant:

15. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 490 the following:

Expro-
priation.

"**490a.** Si, pour les besoins de l'aqueduc ou pour quelqu'une des fins mentionnées dans les articles précédents, soit en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité, les parties ne peuvent s'entendre sur l'acquisition d'un immeuble ou d'un droit de passage ou d'une servitude sur cet immeuble, cette acquisition peut se faire par voie d'expropriation."

"**490a.** If, for the needs of water-works or for any of the purposes mentioned in the preceding sections, whether within or without the limits of the municipality, the parties cannot agree on the purchase of an immoveable or of a right of way or servitude on such immoveable, such purchase may be made by expropriation."

Effet
rétroactif.

La cité est et a toujours été autorisée à exercer les pouvoirs contenus au présent article."

The city is and has always been authorized to exercise the powers contained in this section."

1939,
c. 102,
a. 6, remp.

16. L'article 6 de la loi 3 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

16. Section 6 of the act 3 George VI, chapter 102, is replaced by the following:

1939,
c. 102,
s. 6, re-
placed.

Consolidation des finances.

“6. Subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil, la cité est autorisée à consolider les frais de finance sur ses émissions d'obligations et à contracter des emprunts temporaires à la banque en anticipation d'une émission d'obligations pour les fins ci-dessus.”

“6. Subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission and of the Lieutenant-Governor in Council, the city is authorized to consolidate the financing costs on its bond issue and to contract temporary loans at the bank in anticipation of an issue of bonds for the aforesaid purposes.”

Consolidation of finance.

Exemption limitée.

17. Lorsque l'évaluation des immeubles bénéficiant de l'une ou l'autre des exemptions prévues aux lois 8 George VI, chapitre 37, ou 9 George VI, chapitre 71, article 31, excèdera cinq mille dollars, l'exemption de taxes prévue par lesdites lois ne s'appliquera que sur la valeur réelle initiale de cinq mille dollars.

17. When the valuation of the moveables benefitting by either of the exemptions provided for in the acts 8 George VI, chapter 37, or 9 George VI, chapter 71, section 31, is in excess of five thousand dollars, the tax exemption provided for in the said acts shall apply only to the initial real value of five thousand dollars.

Exemption limited.

Commutation à Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd.

18. La cité de Québec, la commission des écoles catholiques de Québec et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec sont autorisés à fixer, par résolution, pour fins municipales et scolaires, l'évaluation des immeubles actuels de Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd. à trois millions cinq cent mille dollars pour une période de cinq années à compter du premier mai 1952. Cette évaluation fixe ne comprendra pas les propriétés de la compagnie qui servent d'habitation.

18. The city of Quebec, the Quebec Catholic School Commission and the Protestant Board of School Commissioners of the city of Quebec are authorized to fix by resolution, for municipal and school purposes, the valuation of the present immoveables of the Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd. at three million five hundred thousand dollars for a period of five years from the first of May 1952. Such fixed valuation shall not comprise the company's properties used as dwellings.

Commutation to Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd.

Conditions.

Cette évaluation pour fins de taxes municipales et scolaires est subordonnée au fonctionnement normal de l'usine, au paiement de salaires raisonnables, ainsi qu'à l'établissement et au maintien de conditions de travail équitables.

Such valuation for municipal and school taxation shall be subject to the normal operation of the plant, the payment of fair wages, and the establishment and maintenance of equitable working conditions.

Conditions.

Conventions non obligatoires.

19. La cité ne sera pas tenue de signer des conventions collectives avec les employés affectés à des travaux réparateurs au chômage.

19. The city shall not be obliged to sign collective agreements with its employees who are assigned to unemployment relief work.

Conventions not obligatory.

1929, c. 95, a. 451a, aj.

20. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée, en ajoutant après l'article 451, l'article suivant:

20. The act 19 George V, chapter 1929, and extinguished on the 30th of April, 1954.

c. 95, s. 451a, added.

Droit périmé.

“451a. Le droit à l'homologation concernant les lots nos 4111, 4112, 4113,

“451a. The right of homologation respecting lots Nos 4111, 4112, 4113,

Right extinguished.

4114, 4117 du cadastre officiel du quartier Montcalm de la cité de Québec et décrétée par les règlements no 157, du 26 décembre 1930 et 648, du 21 février 1947, deviendra périmé et éteint le 30 avril 1954."

4114, 4117 of the official cadastre of Montcalm ward of the city of Quebec and enacted by by-laws No 157, of December 26th, 1930, and 648, of February 21st, 1947, shall be perempted and extinguished on the 30th of April, 1954.

1950,
c. 77,
s. 19,
remp.

21. L'article 19 de la loi 14 George VI, chapitre 77, est remplacé par le suivant:

21. Section 19 of the act 14 George 1950, VI, chapter 77, is replaced by the c. 77, s. 19, replaced, following:

Contrats
prolongés.

"19. La cité est autorisée à prolonger aux conditions actuelles, pour une période de quinze ans à compter du premier mai 1950, le ou les contrats intervenus entre la Cité et la Wartime Housing Ltd., en vertu de la loi 6 George VI, chapitre 56.

"19. The city is authorized to extend Contracts on the existing conditions, for a period of extended. fifteen years from the first of May, 1950, the contract or contracts made between the city and Wartime Housing Ltd., under the act 6 George VI, chapter 56.

Prix de
vente, etc.

Au cas de vente desdits immeubles, le prix de vente aux locataires ou occupants ne pourra être supérieur à deux mille huit cents dollars pour une maison de quatre pièces, et à trois mille quatre cents dollars pour une maison de six pièces. Dans l'un et l'autre cas, les maisons devront avoir des fondations en ciment.

In the case of sale of the said im-Sale price, moveables the sale price to tenants or etc. occupants shall not exceed two thousand eight hundred dollars for a four-room house, and three thousand four hundred dollars for a six-room house. In either case, the houses must have cement foundations.

Évalua-
tion.

L'évaluation de la propriété acquise de Wartime Housing Ltd., par les locataires, n'excédera pas, pour une période de quinze ans à compter du premier mai 1950, deux mille trois cents dollars pour une maison de quatre pièces et trois mille dollars pour une maison de six pièces. Cette évaluation ne s'appliquera pas aux acquéreurs subséquents."

The valuation of the property ac-Valua-quired from Wartime Housing Ltd., by tion. the tenants shall not exceed, for a period of fifteen years from the first of May, 1950, two thousand three hundred dollars for a four-room house and three thousand dollars for a six-room house. This condition shall not apply to subsequent acquirers."

Cour du
recorder.

22. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, générale ou spéciale:

a) La Cour du recorder constitue un service distinct et les pouvoirs de gestion ou de nomination du recorder en chef, comme tel, se limiteront à la fixation des séances de la Cour du recorder et à l'indication du recorder qui la présidera;

b) En outre, et sous la même réserve, les recorders ne pourront faire partie

22. Notwithstanding any inconsis-Recorder's Court. tent legislative provision, general or special:

a. The Recorder's Court shall form a distinct service and the management or appointment powers of the Chief Recorder, as such, shall be limited to the fixing of the sittings of the Recorder's Court and to the indication of the Recorder who is to preside over it;

b. In addition, and under the same reserve, the recorders shall not be

d'aucun comité ou sous-comité de l'administration municipale de la cité de Québec;

c) Le chef de police de la cité de Québec remplacera le recorder en chef sur le comité de discipline, en ce qui concerne la police, et le chef des pompiers remplacera le recorder en chef sur le comité de discipline, en ce qui concerne les pompiers.

Comité de revision. Rien dans le présent article n'empêchera le recorder en chef de siéger sur le comité de revision concernant l'évaluation municipale.

Bureau de cotisation. Dans le bureau de cotisation, le recorder sera remplacé par le Directeur des Services Municipaux. Dans le bureau de revision des listes électorales, il sera remplacé par l'un des avocats de la cité.

Comité de compétence. Le recorder en chef pourra siéger sur le comité de compétence des services intérieurs jusqu'au 30 avril 1952.

1929, c. 95, a. 326a, aj. **23.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 326, le suivant:

Attestation requise. **"326 a.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, tout bon ou obligation émis en vertu d'un règlement ou d'une résolution adoptés conformément aux dispositions de la charte de la cité de Québec ou de ses amendements doit, avant sa livraison, être revêtu du sceau du département des affaires municipales et d'un certificat du ministre des affaires municipales, ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que le règlement ou la résolution autorisant son émission a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des affaires municipales ou la Commission municipale de Québec, selon le cas, et que ce bon ou obligation est émis conformément à ce règlement ou à cette résolution.

Validité. Tout bon ou obligation émis par la cité de Québec en vertu d'un règlement ou d'une résolution approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le ministre des affaires municipales ou

members of any committee or subcommittee of the municipal administration of the city of Quebec;

c. The Chief of Police of the city of Quebec shall replace the Chief Recorder on the committee of discipline in what relates to the police, and the Chief of Firemen shall replace the Chief Recorder on the committee of discipline in what relates to the firemen.

Nothing in this section shall prevent the Chief Recorder from sitting on the revision committee respecting municipal valuation.

The Recorder shall be replaced by the Director of Municipal Services on the Assessment Board. He shall be replaced by one of the advocates of the city on the Board of Revision of the electoral lists.

The Chief Recorder may sit on the Competence Committee for inside services until April 30th, 1952.

1929, c. 95, s. 326a, added. **23.** The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 326, the following:

"326a. Notwithstanding any incompatible legislative provision, every bond or debenture issued under a by-law or a resolution adopted under the provisions of the charter of the City of Quebec or of its amendments, shall, before its delivery, have the seal of the Department of Municipal Affairs affixed to it and a certificate of the Minister of Municipal Affairs or of a person especially authorized by the latter, attesting that the by-law or resolution authorizing its issue has been approved by the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Municipal Affairs or the Quebec Municipal Commission, as the case may be, and that such bond or debenture is issued in accordance with such by-law or such resolution.

Every bond or debenture issued by the city of Quebec under a by-law or a resolution approved by the Lieutenant-Governor in Council or by the Minister of Municipal Affairs or by the Quebec

par la Commission municipale de Québec, selon le cas, et portant ce sceau et ce certificat, est valide, et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque.”

Municipal Commission, as the case may be, and bearing such seal and such certificate, shall be valid, and its validity cannot be contested for any reason whatsoever.”

1929,
c. 95,
a. 69a, aj. **24.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 69, le suivant:

24. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 69, the following: 1929,
c. 95,
s. 69a,
added.

Docu-
ments
requis du
candidat.

“**69a.** Pour les fins de l'article 18a de la présente charte, tel qu'édicte par la loi 7 George VI, chapitre 50, article 3, chaque candidat devra joindre à son bulletin de présentation les documents suivants:

“**69a.** For the purposes of section 18a of this charter, as enacted by the act 7 George VI, chapter 50, section 3, every candidate shall attach to his nomination-paper the following documents: Documents
required
from can-
didate.

a) Un certificat du chef cotiseur démontrant la valeur, inscrite au rôle d'évaluation, du ou des immeubles mentionnés au bulletin de présentation;

a. A certificate from the chief assessor establishing the value entered on the valuation roll of the immovable or immovables mentioned in the nomination-paper;

b) Un certificat émis par le registraire de la division d'enregistrement de Québec, dans les quinze (15) jours précédant immédiatement la mise en nomination, démontrant les rentes, hypothèques ou autres charges grevant le ou les immeubles mentionnés au bulletin de présentation.

b. A certificate issued by the Registrar of the Quebec Registration Division, within the fifteen (15) days immediately preceding the nomination, establishing the rents, hypothecs or other charges upon the immovable or immovables mentioned in the nomination-paper.

Qualifi-
cation.

Les certificats indiqués aux paragraphes *a* et *b* ci-dessus serviront à établir si le candidat a la qualification foncière exigée par la loi, et cette qualification devra avoir été constante pendant les douze (12) mois précédant immédiatement la mise en nomination. Le candidat devra également fournir la preuve authentique que cette qualification a été constante pendant ladite période.

The certificates mentioned in the above paragraphs *a* and *b* shall be used to establish if the candidate has the real estate qualification required by the law, and such qualification must have been constant during the twelve (12) months immediately preceding the nomination. The candidate must also provide an authentic proof that such qualification has been constant during the said period. Qualifi-
cation.

Condi-
tions
requis.

Nul ne pourra être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent article.”

No person may be nominated for the office of mayor or alderman unless he fulfils the conditions fixed by this section.” Conditions
required.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

25. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.